

Discours

Le 26 novembre 2008 – Oskar Lafontaine

Les alternatives au néolibéralisme

Oskar Lafontaine à “la ronde des éléphants“, le débat sur le plan (partiel) 04 du budget 2009.

M. le Président! Mes chers mesdames et messieurs! Même après les discussions des dernières semaines nous restons convaincus: Dans le cas de la crise financière il ne s'agit pas d'une crise technique-économique. Il s'agit d'une crise de notre ordre économique et social. Cette remarque se réfère non seulement à l'économie nationale de la République Fédérale d'Allemagne mais à l'économie mondiale.

(Applaudissements à GAUCHE)

Si je parle d'une crise de l'ordre économique et social, il ne s'agit non seulement de processus économiques et techniques. Il s'agit aussi de l'orientation des valeurs d'une société. Donc il faut accueillir le fait que dans les autres partis et fractions il commence un débat sur la question si l'orientation des valeurs de la société a même été correcte ces dernières années. Si par exemple l'on évoque de nouveau les principes du commerçant bien-honnête, l'on pourra bien dire une chose: Beaucoup de principes règnent peut-être sur les marchés internationaux financiers, mais jamais ceux du commerçant bien-honnête.

(Applaudissements à GAUCHE)

Nous avons eu, ces dernières décennies, le repandissement d'une philosophie sociale, de la philosophie du néolibéralisme. Le néolibéralisme, c'est une attitude, une forme de religion quotidienne. Cette religion quotidienne reste sur certaines figures de pensée et de traditions intellectuelles qui ne sont pas surmontées de loin aujourd'hui. Si l'on commente au grand public que le néolibéralisme a échoué j'y conviens, en relation aux résultats.

(Dr. Wolfgang Gerhardt (FDP): Est-ce que vous pouvez m'expliquer qu'est-ce que c'est?)

Je ne consentirais jamais pourtant à l'opinion que ces traditions de pensées et ces modèles de réfléchir aient déjà échoués, car des traditions intellectuelles et des modes de penser formés pour des décennies ne peuvent pas être surmontés d'aujourd'hui à demain.

Pour cette raison la question centrale est si nous avons les principes de base et les lignes-guides qui nous mettent en position de vaincre la crise actuelle. Il faut débattre de cette question essentielle aujourd'hui.

(Applaudissements à GAUCHE)

Mme la chancelière, vous venez très raisonnablement d'attirer attention au fait qu'il faut avoir des principes de bases et des lignes-guides pour surmonter une telle crise. Nous sommes pourtant convaincus que vous avez les faux principes et et les fausses lignes-guides et que vous ne serez donc pas en mesure de surmonter la crise. Je risque un pronostic à cet effet.

(Applaudissements à GAUCHE)

Je voudrais illuminer cela à l'exemple du sommet des G-20. Bien sûr, il y a eu ici l'intention de réguler. Bien sûr tout le monde a regardé de plus près: Qu'est-ce qui sera le résultat de ce sommet?

Bien sûr l'on a pas attendu qu'il y aura immédiatement un résultat comme après le sommet de Bretton Woods. Mais l'on a fait deux constatations très inquiétantes et que je voudrais évaluer ici. Une des constatations au sujet de l'ordre des marchés financiers c'est: il faut continuer à respecter des principes de l'économie de marché. L'autre constatation c'est: Nous continuerons de nous en tenir au libre échange des capitaux.

Je vous direz le suivant à ce sujet: si vous persévérez dans l'erreur de traiter les marchés financiers comme les marchés des marchandises la crise ne pourra pas être surmontée. Si vous tenez coûte que coûte au trafic libre des capitaux, vous poserez dès maintenant le fondement pour qu'il y ait dans quelque temps la prochaine crise financière avec toutes ses conséquences. Nous sommes confrontés à ce problème aujourd'hui.

(Applaudissements à GAUCHE)

La base de ces décisions erronées pourtant c'est le néolibéralisme. Le néolibéralisme a mené à la crise actuelle.

(Dr. Wolfgang Gerhardt (FDP): Alors dites nous qu'est-ce que c'est!)

Le néolibéralisme reposa sur trois principes: Premièrement, il a demandé la dérégulation. Aujourd'hui tout le monde parle de régulation. Deuxièmement il demanda la privatisation. Nous demandons de nouveau de la responsabilité publique pour les secteurs des services existentiels. Au lieu de la privatisation nous demandons de la

démocratie économique avec cogestion et participation des employés. Cela c'est un autre concept de société.

(Applaudissements à GAUCHE)

Troisièmement et surtout le néolibéralisme demanda la flexibilité. Nous demandons au lieu de ça des emplois – maintenant vient l'essentiel: il n'en a pas encore été question du tout aujourd'hui -, sur la base desquels l'on peut aménager sa propre vie, fonder une famille et aussi la nourrir. Cela c'est le défi dont il faut parler aujourd'hui.

(Applaudissements à GAUCHE)

Maintenant j'en viens au premier point, la dé-régulation. Tout ce qu'on a dérégulé ces dernières années! D'abord l'on a libéré les cours d'échanges. J'en n'ai rien entendu de ce gouvernement depuis des semaines. L'on a l'impression qu'il n'a même pas compris que nous avons des crises de monnaie partout au monde qui retombent aussi sur l'économie allemande. Si nous ne réussissons pas à contenir ces crises d'échanges, nous aurons à l'avenir toujours de nouveau des crises de monnaie. Je ne comprends pas du tout pourquoi le gouvernement fédéral ne fait pas de propositions pour au moins contenir ces crises, sinon pour les maîtriser.

(Applaudissements à GAUCHE)

Deuxièmement: le trafic des marchandises a été libéré. Comme l'on veut s'y tenir, il se pose la question:

Comment est-ce que l'on voudra empêcher, dans le cas de trafic de capital libre, que par exemple la crise d'une grande banque américaine se diffuse au monde entier? J'étais hier à un événement où l'on exprima l'hypothèse que l'on a permis Lehman Brothers à faire faillite, parce que l'on savait que cette grande banque a les liens les plus intenses aux économies des autres pays.

Est-ce qu'il n'est venu à l'esprit de personne qu'il faudra aussi des coupe-feux si l'on veut éviter un feu à grande échelle? Quel air devraient avoir ces coupe-feux dans le système financier international? Est-ce qu'il est suffisant de seulement rehacher des revendications anciennes, par exemple pour plus de transparence et mieux de contrôle sans devenir concrets?

(Applaudissements à GAUCHE)

La troisième dé-régulation qui fut entreprise – elle existe comme avant – concerne les paradis fiscaux. Vous pouvez régler et stipuler autant que vous voulez à l'échelle de

l'État national. Si vous n'en finissez pas avec les paradis fiscaux, cela continuera à l'avenir comme dans les années précédentes. Vous n'aboutirez à rien de cette manière. Je suis surpris que l'on n'en parle pas du tout.

(Applaudissements à GAUCHE)

Il est très impoli que l'on bavarde sur le banc gouvernemental quand je suis en train d'exposer un autre concept ici; je voudrais dire cela en toute franchise.

(Applaudissements à GAUCHE ainsi que parmi des députés du FDP et de l'ALLIANCE90/LES VERTS – Steffen Kampeter (CDU/CSU): Et cela de votre bouche!)

Nous avons quelques règles de jeu au parlement.

(Steffen Kampeter (CDU/CSU): En effet! Et il ne faut pas que ce soit vous qui nous les expliquiez!)

Ce serait désirable que vous aussi disiez quelque chose sur les cours d'échange, le trafic libre des capitaux ou les paradis fiscaux.

L'on a admis des agences d'évaluation, et l'on a permis que ces agences d'évaluation étaient financés par ceux qui sont les bénéficiaires de ces certificats. Quelle conséquence est-ce que l'on a tiré lorsque cela n'a pas marché? A la fin des années 80, les mécanismes d'examen chez nous étaient abolis pour protéger les clients et les clientes des banques contre des faux papiers.

(Steffen Kampeter (CDU/CSU): Je crois que c'était vraiment bien que vous ayez résigné alors!)

Quelles conséquences est-ce que nous tirons de cela aujourd'hui? Il y a quelque temps le gouvernement précédent a soumis une loi pour protéger ceux auxquels des faux papiers étaient offerts. Cette loi a pourtant été retirée sous la pression de l'industrie financière. En vue des mauvaises expériences surtout des gens plus âgés qui se sont laissé refiler des papiers de Lehman Brothers et semblables, il serait temps de resoumettre cette loi.

(Applaudissements à GAUCHE)

Dans ce contexte il s'agit de deux points. Premièrement, de tels papiers devrait être reexaminés, et cela du côté de l'État, non pas par des agents payés par les banques. Deuxièmement. En ce qui concerne le délai de prescription, l'on ne peut pas partir, lors

de produits obtenus pour assurer une retraite, d'un an, mais il faut introduire un délai de prescription d'au moins trois, même 10 ans, pour protéger les clientes et les clients.

(Applaudissements à GAUCHE)

En Allemagne, l'on a introduit, à l'échelle nationale, toute une série de mesures de dérégulation. L'on n'entend pas un seul mot de vous sur tout cela. Toutes vos professions de foi pour la régulation ne sont pas du tout crédibles. Nous vous avons posé la question: Qu'est-ce que vous avez fait pour plus de dé-régulation? Donc vous avez énuméré toute une série de mesures. Pour raisons de temps je ne nomme que quelques-uns: l'admission des fonds à risques, des titrisations et des sociétés à objectif spécial.

Si vous tiriez une leçon des développements récents, que vous ne faites pas cela, c'est regrettable,

(Applaudissements à GAUCHE)

alors vous annonceriez maintenant que vous retirez ces mesures de dérégulation. Sinon toutes vos professions de foi pour la régulation manquent de toute crédibilité. Il serait la chose la plus simple du monde de disposer de ces lois maintenant après avoir constatés que ces mécanismes ne fonctionnent pas.

Le point suivant c'est la privatisation. J'y ai opposé la responsabilité publique pour le domaine des services existentiels et une démocratie économique avec cogestion et participation. C'est une autre approche.

Vous avez privatisé les installations publiques à grande échelle, et la chancelière a dit ici – c'est pour ça, je vous dis que vous continuez d'opérer sur la base des principes du néolibéralisme -, que vous voudriez par exemple continuer la privatisation des chemins de fer. Ça veut dire que vous ne réalisez pas les conséquences; car la privatisation veut dire une détérioration massive des conditions de travail pour les gens qui sont employés dans les entreprises privatisées.

(Applaudissements à GAUCHE)

Si l'on réalise pas les conséquences, l'on pourra naturellement continuer de s'en tenir à ces idées.

La chose la plus fatale c'était – je voudrais le mentionner pour une fois – la privatisation des systèmes de sécurité sociale. J'ai entendu lors du dernier débat – je ne voudrais pas m'approfondir sur certains noms ici – que la privatisation des systèmes de sécurité sociale n'avait rien avoir avec la crise des marchés financiers. Celui qui ne comprend pas

que l'accumulation d'argent dans des fonds privés est une des origines de la crise des marchés financiers à l'échelle mondiale, n'a rien compris du tout.

(Applaudissements à GAUCHE)

Il faut immédiatement reprendre cette privatisation de l'assurance sociale – cela c'est l'exigence de notre fraction – parce qu'elle a des résultats désavantageux non seulement au Chili, en Argentine ou aux États-Unis, où tout à coup beaucoup de gens plus âgés se retrouvent à mains vides -, mais aussi chez nous, parce que les travailleurs et les travailleuses sont chargés hors mesure, et parce que finalement ils ne reçoivent pas de base ferme pour leur vieux âge. Pour ça il faut retourner la privatisation des systèmes d'assurance sociale.

(Applaudissements à GAUCHE)

Vous avez décidé l'exonération des gains de vente. Ce n'était pas la majorité actuelle, c'était une autre. Entre-temps l'on a heureusement reconnu cela – cela apparaît dans quelques papiers -, que c'était une faute. Si l'on a bien reconnu cela, il faudra aussi en tirer les conséquences correspondantes.

(Joachim Poß (SPD): Non! Parce que l'on ne voulait pas en soustraire les pertes!)

Dans un monde où les sociétés d'équité privée achètent des entreprises et les revendent et où les fonds à risques achètent des entreprises, les mettent en pièces et les revendent, nous ne pourrions pas encore exonérer d'impôts les gains de ces ventes. De cette manière nous attisons encore cette traite des hommes. Donc il faut reprendre cette exonération d'impôts.

(Applaudissements à GAUCHE)

Vous avez aboli l'impôt sur la fortune. Cela a bien sûr des conséquences sur la distribution des revenus et de la richesse dans notre société.

(Joachim Poß (SPD): C'était en 1995!)

Oui.

(Joachim Poß (SPD): Ne racontez pas de telles bêtises ici! - Steffen Kampeter (CDU/CSU): Il a raison, le collègue Poß!)

Je constate ici: Le collègue Poß est innocent de l'abolition de l'impôt sur les fortunes. Il n'en voulait pas. C'était une autre majorité. Si j'emploie le mot "vous", je ne puis pas toujours vous exclure, M. le collègue Poß. Mais à titre d'exception je voudrais le retenir ici.

(Applaudissements à GAUCHE – Steffen Kampeter (CDU/CSU): Le collègue Poß a raison quand il parle de bêtises!)

Cela ne change rien pourtant au fait que cette élimination de l'impôt sur la fortune bien sûr a mené à une distribution inégale du revenu et de la richesse en Allemagne.

M. le Collègue Poß, je voudrais alors quand même vous donner une réponse.

(Steffen Kampeter (CDU/CSU): Ceci est un débat plénier et non pas un groupe social démocrate d'autothérapie!)

Si en vue de ce développement vous réglez l'impôt sur les héritages comme il est réglé maintenant, avec le résultat que les milliardaires sont soulagés, vous n'auriez rien compris de la construction et de la liquidité des marchés internationaux des marchés financiers internationaux.

(Applaudissements à GAUCHE – Joachim Poß (SPD): Ah!)

Sous la notion de la privatisation il tombe aussi l'intention de faire baisser la part de l'État dans l'économie. La chancelière était très fière que ce taux de l'État est déjà très bas. L'on peut bien sûr être de cet avis, mais alors il faudra savoir aussi ce que ça veut dire quand le taux de l'État est bas. Mme la Chancelière, aussi longtemps que vous pensez qu'un taux bas de l'État soit désirable, vous pouvez vraiment vous passer de vos petits sommets éducatifs, car un taux bas de l'État après tout veut dire moins d'argent pour l'éducation en comparaison avec d'autres pays qui ont une part de l'État plus élevée. Le gouvernement devrait au moins connaître les opérations élémentaires, ou est-ce que je me trompe?

(Applaudissements à GAUCHE – Steffen Kampeter (CDU/CSU): Ce sont des bêtises! - Volker Kauder (CDU/CSU): Quelles bêtises inouïes!)

Un taux bas de l'État bien sûr veut dire aussi moins de bénéfices pour ceux qui perçoivent des bénéfices sociaux. Cela c'est après tout la conséquence d'un taux bas de l'État. Pour cette raison je vous dis: orientez-vous pour une fois aux pays qui travaillent avec succès dans les domaines de l'éducation et de la sécurité sociale. Si vous prenez connaissance simplement des statistiques internationales, alors vous constaterez que ces

pays approchent ce problème différemment. La dé-étatisation de l'Allemagne ces dernières années a été une grave erreur ayant mené à la pauvreté chez beaucoup de gens. Prenez-en connaissance finalement!

(Steffen Kampeter (CDU/CSU): Bêtises! Bêtises! Bêtises! - Dr. Christian Ruck (CDU/CSU): D'une rare bêtise!)

Ce développement en direction de la privatisation – lié surtout à la réduction de l'impôt sur les corporations dont a encore parlé si fièrement la chancelière toute à l'heure – a eu comme résultat que parfois 25 pourcents des bénéficiaires ont été réinvestis en Allemagne. La question est pourtant: Qu'est-ce qui s'est passé avec les autres 75%? Est-ce que vous ne comprenez pas que c'est une des raisons pour lesquelles nous avons maintenant par exemple des entreprises dont les bénéficiaires sont plus grandes que leurs chiffres d'affaires? Est-ce que ce n'est pas clair que cet argent ne va plus dans l'investissement, mais dans la spéculation internationale? Vous construisez tout ça, mais vous n'en tirez aucune conséquence.

(Applaudissements à GAUCHE)

Cela c'est le développement erroné que nous allons ressentir de façon amère ces prochaines années; je voudrais pronostiquer cela ici.

Pour cette raison nous préférons une autre approche à cette privatisation qui a résulté dans un écart dramatique entre revenus et richesses: nous voulons de nouveau une participation plus forte de l'autorité publique. Nous voulons en particulier une démocratie économique qui permettrait aux travailleurs de participer beaucoup plus fortement que jusqu'ici aux décisions et aux résultats des entreprises.

(Applaudissements à GAUCHE)

Maintenant j'en viens au plus grand dommage que le néolibéralisme a commis – je ne réfère pas à l'ordolibéralisme, M. le collègue Brüderle;

(Otto Fricke (FDP): Vous pensez à votre parti!)

s'il y avait assez de temps, je pourrais m'exprimer là-dessus-: C'est la flexibilisation des marchés du travail. C'est un des mots les plus aberrants et fatidiques qui ont déterminé la pensée et l'action de beaucoup de gens et qui ont causé des dommages énormes pour beaucoup de gens en Allemagne. Maintenant je nommerai ces dommages.

Premièrement. Celui qui parle de la flexibilisation des marchés du travail, celui là volontiers et en premier ruine les conventions collectives avec toutes les conséquences

sur le dumping salarial que nous déplorons en Allemagne.

(Applaudissements à GAUCHE)

D'abord il faudrait noter tout de même qu'il faut que nous entreprenions tous les efforts pour avoir un marché réglé du travail en ce qui concerne le montant du paiement.

Deuxièmement. Vous étiez très fiers des emplois mini et midi qui ont été créés. Cela avait peut-être un sens autrefois quand ça employait quelques étudiants et quelques pensionnaires pour délivrer des journaux ou pour aider. Alors ça a eu un certain sens. Mais maintenant que quelques entreprises pour des raisons de réduction de salaires ont maintenant étendus des emplois mini et midi dans les millions, c'est la raison pour laquelle il y a aujourd'hui des gens qui ne peuvent plus faire des plans pour leur vie et qui, si vous voulez, sont carrément et simplement exclus de notre société. Nous ne voulons plus de cela.

(Applaudissements à GAUCHE)

Cela sont des faux principes et lignes guides par lesquels vous ne pourriez jamais maîtriser la crise.

Le troisième point, c'est le travail intérimaire. Mes chers mesdames et messieurs, dans les Charte des droits humains il est écrit qu'un principe devrait être au plan mondial: salaire égal pour travail égal. Au moment ou vous laissez déborder le travail intérimaire et admettiez qu'il était utilisé de la manière dont il l'est en ce moment, vous étiez en infraction même à la Charte des droits humains. Vous parlez de valeurs. Mais où est votre orientation de valeur ici? Là, moi, je serai concret, alors l'on pourrait la retracer. Celui qui ne fait rien contre le travail intérimaire et regarde comme des centaines de milliers de travailleurs intérimaires sont maintenant en danger de perdre leur travail, là où beaucoup de milliers l'ont déjà perdus, celui-là n'a pas du tout tiré de conséquences de la crise du marché financier.

(Applaudissements à GAUCHE)

Ça c'est l'ennuyeux à ce point. Pourquoi est-ce que vous ne proposez pas une loi pour protéger ces gens à l'avenir? A quoi sert tout le bavardage de l'orientation de valeurs si les gens souffrent du fait qu'ils sont simplement jetés à la porte, parce qu'ils n'ont pas de droits, vous ne proposez rien pourtant pour changer cela, bien que la grande majorité soit de l'avis aussi qu'il faut changer quelque chose ici?

Puis il y a les contrats à durée limitée. Mes chers mesdames et messieurs, il faut que les

gens puissent faire des plans d'avenir. Le grand sociologue Richard Sennett a dit que si les relations de travail sont organisés comme vous les avez organisés, cela menera à la destruction du caractère

(Dirk Niebel (FDP): Alors vous étiez probablement toujours employé dans des boulots à temps limité!)

confrontez pour une fois cette reproche, parce que la vie ne peut plus être prévue, mais il faut tout de même que la vie ait lieu dans certains domaines protégés. Celui que a donc sur sa conscience l'extension des contrats à durée limitée, parce qu'il croît au crédo néolibéral de la flexibilisation, celui-là a fait grand dommage aux hommes et aux femmes et porte une partie de la responsabilité que l'on fonde moins de familles en Allemagne.

(Applaudissements à GAUCHE)

Quelle jeune personne après tout pourra encore fonder une famille s'il faut avoir peur d'être licencié dans six mois? Pourquoi est-ce que vous ne voyez pas ces relations? Pourquoi vous ne voyez pas comment les choses s'enfilent les unes avec les autres?

Alors nous sommes, à cause de cette politique désastreuse du marché du travail qui est causée par la philosophie fausse néolibérale, entre-temps le pays avec le plus grand secteur à bas salaires entre les pays industriel. Secteur à bas salaire veut dire après tout: un salaire annuel de 15000 Euro au moins ou un revenu mensuel de 1000 Euro à peu près. Il se dit très facilement: "Ça, c'est au moins quelque chose." Mais alors vous devriez expliquer aussi comment une famille avec deux enfants doit pouvoir bien vivre dans de telles conditions de revenus. La chose décisive c'est que nous avons fait ça sans y être contraints, car tous les autres pays affichent d'autres nombres. Il est blâmable que nous ayons été les seuls à avoir si diligemment étendus le secteur à bas salaires. Pour cette raison, il faut que vous fassiez quelque chose finalement. Introduisez finalement le salaire minimum légal pour que nous pourrions saisir les choses au moins d'en bas!

(Applaudissements à GAUCHE)

Même si vous ne voyez pas ces relations, il vaut: celui qui ne fait rien contre le travail intérimaire, contre les contrats à durée limitée et pour le salaire minimum légal, n'a rien compris de la crise internationale des marchés financiers et de ses effets dévastateurs sur les économies nationales – aussi en Allemagne.

(Applaudissements à GAUCHE)

Dans ce contexte l'on devrait voir aussi l'imposition par Hartz IV. Le principe qu'il faut accepter tout travail raisonnable a mené, comme il fallait s'y attendre, au dérapage des salaires vers le bas. Ses partisans l'ont aussi admis entre-temps. Ils ont admis qu'ils ont achevé précisément ce qu'ils voulaient. Les salaires sont tombés de plus en plus en Allemagne. Cela ne vous préoccupe pas quand vous n'êtes pas touchés vous-mêmes. Mais beaucoup de gens sont concernés, et ils deviennent de plus en plus. Pour cette raison il faut fermer ce toboggan néfaste.

Il faut en finir à forcer les gens de travailler loin en-dessus de leur qualification et à tout salaire qui leur est offert. Cela c'est presque une invitation de continuer à pratiquer du dumping salarial et d'étendre encore plus le secteur à bas salaires.

(Applaudissements à GAUCHE)

La cause pour les malheurs sur les marchés financiers sont deux déséquilibres dans l'économie mondiale et dans les économies nationales auxquels les majorités qui ont décidé ces lois ont contribué de façon essentielle. L'un c'est le déséquilibre extérieur. J'ai parlé des taux d'échanges tout à l'heure. Comment est-ce que l'on pourra arriver à tirer des bonnes conclusions s'il l'on ne voit même pas ça?

Nous sommes tenus les premiers, à cause du déséquilibre extérieur auquel nous avons contribué nous-mêmes et qui fait que, comme le Japon, nous avons des excédents commerciaux et des excédents de la balance de paiement, à initier des programmes conjoncturels pour stabiliser l'économie mondiale.

(Applaudissements à GAUCHE)

Pourquoi est-ce que vous ne voyez pas ces relations? Pourquoi est-ce que vous ne comprenez pas cela? Nous sommes obligés les premiers à le faire, parce que nous avons produit des marchandises qui en balance auraient en fait dû être produits dans d'autres pays. C'est à dire nous avons achevé des excédents de la balance de paiement. Mais quels pays donc devront être les premiers maintenant à stabiliser l'économie mondiale? Ce ne sont après tout pas ceux qui ont accumulé de grands déficits, mais ceux qui ont réussi à avoir des excédents. C'est à dire, vous échouez à ce point sur toute la ligne, et cela est vu comme ça partout en Europe: de la France jusqu'aux autres pays européens.

(Applaudissements à GAUCHE)

Le second déséquilibre consiste dans la distribution des revenus et des richesses. Les chiffres les plus récentes deviennent de plus en plus clairs. A cause de la fausse philosophie que vous venez encore de présenter tout à l'heure, les revenus et les fortunes

continueront à diverger encore plus. Vous avez après tout fait tout l'imaginable pour cela: par votre politique fiscale et par votre législation de marché du travail.

L'économie de marché et l'économie sociale de marché ne fonctionnent pourtant pas sans un certain équilibre entre revenus et fortunes dans une économie. Il faut chercher l'origine de la crise actuelle aussi dans le fait que ce déséquilibre a été sensiblement perturbé. Tandis qu'une minorité a accumulé des revenus et des fortunes de plus en plus élevés, la grande majorité lutte avec des salaires et des retraites en stagnation. Cela est une des origines de la faiblesse économique que l'Allemagne montre en ce moment.

(Applaudissements à GAUCHE)

La question comment il faut lutter contre cette crise a une réponse très facile. Il faut commencer là où l'on a fait des fautes jusqu'ici. Il est vrai que vous commencez maintenant à réintroduire la dépréciation dégressive. La Gauche a lutté pour cela pour des années et a soumis des motions correspondantes qui étaient toujours de nouveau rejetées. Nous sommes reconnaissants maintenant que vous preniez ce pas maintenant. Car derrière cela l'on trouve la philosophie de ne pas récompenser l'entrepreneur-spéculant mais l'entrepreneur-investisseur. Mais pour cela il faudra d'une autre législation fiscale.

(Applaudissements à GAUCHE)

Il est bien aussi que l'argent pour chômage partiel sera rallongé. Car le chômage partiel c'est quand même une meilleure solution que le travail intérimaire où les travailleurs intérimaires sont vite licenciés de nouveau, ou des contrats de travail à durée limitée où les gens se retrouveront très vite de nouveau dans la rue.

Tout ça c'est bien. Mais que vous, Mme la Chancelière, reprochiez maintenant aux banques qu'ils avaient du sang-froid en hiver, il se pose la question maintenant pourquoi vous vous-mêmes démontrez tant de sang-froid en hiver et semblez pratiquer une politique du rien-faire. Tandis que la Chine emploie 8 pourcents et les États-Unis 2 pourcents du Produit National Brut pour lutter contre la crise conjoncturelle, vous vous y opposez presque avec vos 0,15 pourcents et dites: Peut-être nous ferons autre chose un jour. Cela n'est rien qu'une faillite abominable. Vous n'avez pas reconnu la dimension de cette crise.

(Applaudissements à GAUCHE)

Nous allons payer pour ça par une montée massive du chômage pour lequel vous porterez alors vous-mêmes la responsabilité et cela à cause de la lutte timide contre la

crise conjoncturelle.

Ne croyez pas que les autres économies adressent des larges sommes à la lutte contre la crise par légèreté! Rappelez vous le fait que nous sommes en fait redevables les premiers pour ficeler un paquet conjoncturel pour arrêter la montée dramatique du chômage! Je vous dis. Je saisit votre phrase de tout à l'heure: il est vrai que l'on ne peut lutter contre la crise que sur la base de principes et de lignes-guides correctes. Aussi longtemps pourtant que la philosophie du néolibéralisme avec dérégulation, flexibilité, privatisation et réduction de la part de l'État déterminent votre action, aussi longtemps vous aiguisez la crise au lieu de la vaincre.

(Applaudissements prolongés à GAUCHE)

Traduit par Carla Krüger, née en 1963, études d'économie, d'études régionales – Russie et de sciences politiques à Washington, D.C. et à Cambridge, MA. Depuis 1994 traductrice professionnelle, membre du Parti de Gauche depuis 2002, activiste sur des sujets européens (Bolkestein, traité de Lisbonne, FSE)